

NOUVELLES EN VRAC

CHARENTES-POITOU OU A MOI LE BON BEURRE

Un certain Chavannes, président du conseil économique et social de Poitou-Charentes, réclame à cor et à cri que sa malheureuse région soit elle aussi bénie des dieux nucléaires. « Nous sommes disposés (Oui ça, nous ?) à proposer des sites sur le littoral atlantique, propres à l'implantation de centrales nucléaires... » et d'ajouter, en homme sûr de lui comme de l'univers : « Une centrale nucléaire ne pollue pas... » Au jeu récemment inventé par E.D.F., il aurait gagné.

Malheureusement pour lui, des irresponsables et néanmoins peu suspects de gauchisme, en l'occurrence les membres de l'Association d'étude et d'action pour la sauvegarde de la nature de la Charente-Maritime, viennent de riposter vertement et scientifiquement à ce M. Chavannes. M. Calame, chargé de recherches au C.N.R.S., président de l'Association de protection de la nature, président de l'union Centre-Atlantique des associations de protection de la nature, membre du comité économique en question, déclare fermement : « M. Chavannes ment ». Une centrale nucléaire de 1.020 MWe répand 30.000 curies par an de poisons radio-actifs... Le rejet de l'eau de refroidissement ne peut manquer de troubler gravement l'équilibre écologique... Sur quels avis M. Chavannes s'appuie-t-il pour prendre une position qui peut avoir de si lourdes conséquences ?... C'est aussi la question qu'on se posait...

Et bravo, en passant, au journaliste de Sud-Ouest qui a publié ces déclarations le 26 février 74.

Je reviens du Nord-Ouest de notre douce France. J'en ai rapporté pas mal d'informations et d'impressions.

Notamment la confirmation que, des deux déclarations simultanées bien que contradictoires d'E.D.F., à savoir, au plan général : nous ne construirons plus de centrales thermiques classiques (au fuel), et au plan local (Aramon, Golfch, Gravelines, Fos...) : ce sera vraisemblablement une centrale classique, il ne faut croire que la première. E.D.F. n'aura plus de crédit pour des tranches au fuel. D'ailleurs, lisez les déclarations récentes de Messmer III : c'est sans équivoque...

Du Nord-Ouest toujours, deux nouveaux projets d'installations nucléaires : l'un à Penly, au nord de Dieppe, pas très loin de cette baie de Somme déjà tellement menacée ; l'autre au nord de Fécamp, au lieu-dit FONT d'ECOUVES. Mais, pour chaque projet nouveau, un ou plusieurs comités se constituent. C'est le cas au Havre, où l'amiral Arabyan vient avec quelques copains de faire démarrer le C.H.E., Collectif havrais d'Ecologie (Marc Arabyan, 4, rue J.-Méras, 76620 Le Havre).

Moi je dis aux camarades du Nord (et aux autres) : ne travaillez pas en ordre dispersé ; mettez en commun vos moyens et vos idées...

Reçu une lettre de Nîmes : « A la lecture de la dernière G.O., on ne figure pas sur la liste des associations ! J'espère que cette monumentale bévue va être rectifiée ». Ainsi en soit-il fait :

Comité d'action écologique, 27 bis, rue Fernand-Pelloutier, 30000 Nîmes.

Disent aussi qu'ils vont sortir un canard : « La Terre Chauve ». Se battent contre le projet d'Aramon. Bonne bagarre !...

Dans la C.H. de la M.R. de mars, je disais que la commune de St-Laurent-des-Eaux (mortes) touchait une patente annuelle de 600 millions d'A.F. Un lecteur du coin (que je remercie) me signale : « Le maire d'Avaray, au cours de l'émission « Bonjour M. le maire », a déclaré que la patente s'élevait à 300 ou 400 millions d'A.F. (en 1972) et qu'elle devait être portée bientôt à un milliard. Le maire de St-Laurent-des-Eaux (mortes) a confirmé ces chiffres sur l'antenne ».

On recrute rois des cons...

A Visé, et peu à peu dans toute la Belgique, la vérité se fait jour et entendre sur cette énorme scandale de l'eau alimentaire radioactive. (Cf. G.O. n° 12, 13, 14, et suivants).

L'APRI Belge (rue Haute-Desnié, 862, 4881 La Reid, Belgique) et SURVIE MEUSE BELGE (rue Bois-l'Evêque, 87, 4000 Liège, Belgique) unissent leurs efforts pour la lutte finale.

L'APRI-BELGIQUE tient à soutenir l'action menée par SURVIE MEUSE BELGE et lance un appel aux Visétois pour qu'ils prennent leurs intérêts en main.

L'APRI-BELGIQUE dénonce les méthodes employées par le ministère de la Santé publique et de la Famille et constate que ce ministère n'a même pas fait l'effort d'un semblant de cohérence dans les conclusions du Conseil supérieur de l'Hygiène diffusées à la presse.

L'APRI-BELGIQUE lance un appel pressant aux Visétois en particulier et à toutes les bonnes volontés en général pour qu'ils se regroupent autour de SURVIE MEUSE BELGE dans la lutte menée contre une situation scandaleuse.

Un premier acte d'engagement pourrait être la cosignature de la lettre ouverte au Roi.

Ensuite, il sera peut-être nécessaire d'envisager la possibilité de refuser globalement le paiement d'une eau alimentaire non conforme à la loi.

Le secrétaire national :
Michel Barzin.

Pour toute documentation, écrire à Survie Meuse Belge, qui a consacré plusieurs de ses bulletins à cette affaire.

J'y reviendrai plus longuement dans le prochain numéro de la G.O.

● ATTENTION, ne nagez pas la bouche ouverte !

Reçu le même jour de deux lecteurs des coupures de presse régionale (illustrant ce que je disais plus haut).

Le télégramme de Brest du 14 février lance un S.O.S. : Attention aux fûts échoués. Y en aurait 400, double emballage de protection (1), perdus par un cargo à l'est des îles Scilly (Manche). La charente Libre du 22 février (8 jours plus tard) signale que les fûts de même signalement ont été récupérés sur la plage d'Ars-en-Ré (île de Ré).

Seraient-ce des fûts de déchets atomiques ? Psychose, allons, soyons raisonnables. Eh bien, j'en suis pas sûr, vu que le TELEGRAMME de Brest invite à prévenir d'urgence le C.R.O.S.S.M.A. (?) à... Beaumont-Hague tél. : 16-35-54-91-11/13 ou 91). Affaire à suivre. Merci pour tout renseignement.

LES BAGNES DU CAPITAL

LA PICARDIE DANS LA MELASSE

*Aucun geste n'est innocent
pas même celui de
sucrer votre café !*

L'industrie sucrière ne se contente pas de polluer nos intestins et de faire des petits trous dans nos dents (cf. G.O. n° 15, janvier 1974 : « Le sucre : une douceur qui fait mal »). Pour fabriquer votre placide paquet de cristallisé Lebaudy, des ouvriers doivent travailler et vivre dans des conditions révoltantes. La société de la consommation triomphante a son douloureux revers : le monde de la production. « La division du travail, a dit un certain Karl Marx, c'est l'assassinat d'un peuple. »

Eppeville (Somme) : 56 heures par semaine en 3/8, sans aucun jour de repos. De fin septembre à fin décembre, le temps de la « campagne » betteravière, c'est le régime subi par les 800 ouvriers, en majorité saisonniers, de la plus grande usine de production de sucre européenne.

Propriétaire de cet établissement « pilote » : la Générale Sucrière (« Grosse salope » en jargon local), deuxième producteur français. Avec Béghin-Say, la G.S. jouit d'un quasi-monopole sur le marché du sucre.

LES SALARIES DE LA PEUR

A Eppeville, le XIXe siècle n'est pas mort. Les saisonniers étrangers sont entassés à six minimum dans des dortoirs mal chauffés (un tuyau d'eau chaude nu, et c'est tout). Pas question d'y introduire des boissons alcoolisées, vin compris, ni de recevoir des filles. « Des contrôles pourront être faits dans vos chambres », précise sans rire le règlement. L'ordre moral règne à la Générale Sucrière, qui organise non seulement le travail, mais la vie quotidienne toute entière de ses employés.

Les ouvriers français, eux, ont droit à des chambres de deux ou quatre lits, tandis que les techniciens ont le privilège d'avoir une chambre individuelle à l'hôtel « Au bon relais », dépendance directe de l'usine (deux étoiles selon le guide Michelin... Il est vrai que Michelin s'y connaît dans le domaine de l'exploitation des travailleurs...).

Les repas comme les repos sont soumis à ce système de castes. Pour les cadres : des petits plats mijotés servis par d'accortes soubrettes en tablier blanc. Pour les ouvriers : d'éternelles pommes de terre noyées sous la margarine. Prix de revient de ce plat hautement gastronomique : quelques centimes. Prix de vente : (fin 1972) 4,70 F. Coût annexe : les fréquentes dermatoses alimentaires constatées par le médecin d'entreprise. (Rappelons à cette occasion que, dans n° 16 (février 1974), la G.O. a souligné la nocivité des margarines courantes, et vous a conseillé de vous en abstenir).

Pour manger, chaque caste est parquée dans une salle séparée. Celle des nègres, la plus minable comme il se doit, est reléguée tout près du comptoir, où on ne trouve guère que



calva et autres tord-boyaux, généreusement vendus à des prix dérisoires. Comme en Bretagne, l'imbibation alcoolique sert de soupape de sûreté à l'ordre établi.

Quant à elles, les toilettes sont divisées en trois secteurs : les deux premiers, fermés à clé, sont réservés respectivement aux cadres et aux techniciens ; la partie publique, très mal entretenue, est seule allouée aux ouvriers. La merde bureaucratique ne saurait se mêler à la merde prolétarienne !

LE TRAVAIL C'EST LA SANTE

La productivité de l'industrie sucrière a quadruplé en 20 ans : avec 36 usines de moins, on a produit 1.786.000 tonnes de plus. Ce résultat, brillant aux yeux de l'économiste obsédé par ses courbes de croissance, a une dure rançon : le développement du taylorisme et l'intensification des cadences. Ce au détriment de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Les contremaîtres et autres « responsables » se gardent bien de signaler au personnel qu'il a droit le plus légalement du monde, à plusieurs pauses au long de ses huit heures de travail quotidiennes.

Les camions qui transportent les betteraves depuis les champs jusqu'à l'usine sont toujours en surcharge de plusieurs tonnes. D'où des risques d'accidents accrus. Au moindre virage, chaque camion laisse tomber (de haut !) plusieurs racines qui pèsent au moins deux ou

du fait du vieillissement des joints, la moitié de ces dix « mini-bombes » se sont écrasées au sol, ratant de peu les ouvriers placés sous le diffuseur. Malgré cela, le contrôle a continué à se faire avec le matériel restant.

COMME A LA CASERNE

La « médecine du travail » locale vient agrémente ce triste tableau d'une touche proprement kafkaïenne. La visite d'embauche est digne de l'armée par sa vitesse (guère plus d'une minute) et son style (tutoiement et aboyement pour ces nouveaux venus). D'autre part, la permanence de l'infirmerie est assurée la nuit par un(e) laborantin(e) sans aucun diplôme, qui, en outre, ne reçoit pas de rémunération complémentaire pour cette responsabilité supplémentaire. De quoi dissuader d'avoir la migraine ou de se blesser à quatre heures du matin.

Dans les sphères supérieures des « cadres non-administratifs » règne un climat de pseudo-scientificité et de contrôle aigüé : les analystes et conducteurs des unités de fabrication inscrivent sur les fiches de contrôle, non pas les résultats trouvés, mais ceux qui satisfont les prévisions et statistiques élaborées à l'avance dans quelque bureau, loin des ateliers.

UN PATERNALISME SUCRE

Les avantages sociaux sont maigres à la G.S. d'Eppeville : ramassage scolaire des enfants

dire de l'usine, fait diffuser l'ordre « à celui qui a fait ça, de se dénoncer tout de suite, il a été vu ».

C'est parti : ceux qui n'ouvraient jamais leur gueule ont décidé de l'ouvrir. Par la voix d'un tract « il se passe des choses du côté du laboratoire », les chimistes refusent d'accepter plus longtemps « les conditions dingues de boulot qui ne leur prévoyait aucune minute de repos pendant les huit heures ».

Après le traditionnel cahier de revendications, le personnel du labo conclut : « Si (les chimistes) n'obtiennent pas satisfaction dans les plus brefs délais, ils refuseront de travailler au-delà de ce pourquoi ils sont payés, et refuseront de jouer avec la sécurité et la santé du personnel ».

UNE GREVE RAMPANTE

Ces revendications sont sèchement exposées lors d'une entrevue (provoquée) avec la direction, qui leur oppose une fin de non-recevoir. Il n'y a pas grève au sens classique du terme. Mais les chimistes font preuve d'une telle mauvaise volonté qu'on a affaire à une grève rampante. Divers tracts sont diffusés dans toute l'usine et la ville voisine de Ham, avec un accueil en général très favorable : certains ouvriers, prévenus d'une distribution, font des détours incroyables pour en chercher, et en redemandent.

La fin de la campagne permet d'enterrer le mouvement, et de mettre au frigidaire les



trois kilos l'unité. Le folklorique panneau de signalisation « attention betteraves » cache des réalités peu souriantes.

LES MECANOS DE LA GENERALE

Au poste des « lavoirs », où sont lavées les betteraves, les manœuvres heurtent quotidiennement, du bout de leurs perches métalliques destinées à déboucher les évacuations, des grenades et obus, rouillés mais encore chargés. Les ouvriers ne sont pas mis au courant des risques d'explosion. Pas question non plus, pour le moment, d'installer un dispositif d'élimination magnétique de ces émouvants souvenirs des dernières guerres. La sacro-sainte productivité en souffrirait !

Les « échantillonneurs » ont la mission de prélever un peu partout dans l'usine pour le laboratoire d'analyse. Ils sont obligés de jouer les équilibristes s'ils ne veulent pas tomber dans un malaxeur ou s'ébouillanter. Les chaussures de sécurité et les casques de protection restent inconnus dans l'empire de la G.S. Boutade significative d'un responsable : « Nous sommes assurés. »

Tous les matins, les contrôleurs font un test qui consiste à disposer des préleveurs sur le diffuseur rotatif, gros cylindre (6,3 mètres de diamètre ; 40 mètres de long) situé à une douzaine de mètres en l'air ; ces préleveurs sont des cylindres d'acier, lourds chacun de plusieurs kilos. Au début de la campagne 1972,

du personnel ; aides pour leur départ en colo ; et, comme il se doit, des réductions sur le sucre... Un comble : au supermarché de Saint-Quentin, on trouve des prix encore plus avantageux !

Les syndicats sont ordinairement discrets. La C.G.T. se manifeste surtout à l'occasion du « petit Noël » des gosses du personnel... Les ouvriers et employés, épuisés physiquement et psychologiquement, sont en général fort peu combattifs. Le chantage à l'embauche est incessant sur le thème : « Tenez-vous tranquille, si non pas de boulot l'an prochain ». La G.S. règne en maître sur toute la région, durement frappée par l'exode rural, et seuls quelques « heureux élus » (par rapport à la population totale) ont droit à un emploi. En juin 1968, l'usine ne s'était mise en grève que sous les pressions des ouvriers d'une entreprise métallurgique voisine.

La peur du lendemain renforce la peur du chef, et c'est un cercle vicieux. Mais plus on s'écrase, plus on se fait écraser. Un beau jour de 1972, la coupe trop pleine du ras-le-bol a débordé.

DES GUEULES QUI S'OUVRENT...

Le 11 novembre 1972, un signe annonciateur : de tristes individus font chuter le drapeau national hissé, comme dans toutes les casernes, au mât de l'établissement. Quelques minutes plus tard, le gardien de la prison, je veux

revendications des chimistes. La C.F.D.T., qui a soutenu l'action, laisse tomber : « procès trop cher ». Certains se posent des questions : ce cahier de doléances, présenté un mois avant la fin de la campagne, n'était-il pas une manœuvre symbolique destinée à faire plaisir à ceux qui pensent qu'il faut revendiquer un aménagement à sa propre misère ?

En tout cas, la contestation est entrée en sommeil à la G.S. avec la fin de cette campagne 72. La répression a frappé : tous ceux qui avaient commis le crime de discuter avec les chimistes au plus fort de l'agitation intérieure ont été « punis » : aucun n'a été réembauché pour la campagne 73. La direction a, dit-on, pris en sur-qualification de vieux picards du cru pour assurer des postes de chimistes, certainement simplifiés pour l'occasion.

Le Grand Soir est reporté à un prochain numéro...

LA NATURE DE LA CAMPAGNE

« La campagne sucrière peut s'inscrire, à côté des campagnes d'Indochine et d'Algérie, au palmarès des victoires des colonisateurs occidentaux qui sont autant de défaites du prolétariat international, et autant de gâchis de Jeunes et de vies d'hommes qui, par leur naissance et leur condition, n'ont aucun espoir de connaître autre chose que le moderne esclavage du travail. »

C'est là l'entrée en matière d'un tract

dénoté « Quelques remarques (destinées à ne pas devenir vieux et bête) à l'usage des jeunes générations picardes dans la mélasse. » Ce texte, diffusé à une vingtaine d'exemplaires lors de la « révolte » de 1972, poursuit :

« ... La campagne sucrière de 1972, le sucre et son industrie ne diffèrent en rien des autres campagnes d'autres produits, et ne sort en rien du cadre de toute l'industrie. Car c'est toute l'industrie, tout le système capitaliste qui est concerné ; ce système qui, on ne se lassera jamais de le répéter, sévit aujourd'hui de Pékin à Washington, via Lumumbashi, Moscou, Paris et La Havane. »...

« Ce système ne tient et ne se maintient que par un principe universellement sanctifié, et plus encore à l'Est qu'à l'Occident : le travail. C'est-à-dire dans le meilleur des cas, 8 heures durant lesquelles on n'est pas soi-même, on joue un rôle, celui de l'ouvrière ou de l'ouvrier obéissant, qui fait des risettes au chef ou au patron alors qu'elle ou qu'il ne pense qu'à le voir crever. Pendant ces longues huit heures, on s'aplatit, on s'écrase, on accepte à peu près tout, on n'exige même plus l'application des lois, des quelques lois, des lois élémentaires votées par les députés lors de leur crise d'humanité, car le travail salarié se base sur un sentiment universel, un grandiose chantage : la peur. »

« La peur qui fait que l'on s'écrase au rang de l'esclave rampant, par peur du lendemain, de perdre son boulot, de perdre les quelques

l'ordre établi n'ont pas demandé que l'on accroisse le poids de leurs chaînes en supplantant quelque augmentation. Ils ont foutu le feu à ces nouveaux temples de divinités modernes que sont les hyper-marchés et immeubles du Parti. Par leur geste historique, ils préfigurent la naissance de l'humanité consciente. »...

Pas d'autre solution (selon ce tract) qu'une révolution violente. La voie électorale vers le communisme est une aimable rigolade. « Il faut se préparer à des rencontres encore plus sportives que celles que l'on connaît habituellement le samedi soir au cours des bals. Aussi doit-on se perfectionner au tir (22 long rifle), s'entraîner au lancer du poids, et regarder d'un œil attendri les pages du **Figaro Agricole** où l'on écrit comment se débarrasser des troncs d'arbre mort au moyen d'explosifs à base de désherbant. »

La seule alternative à l'attrape-nigaud réformiste est-elle la violence « révolutionnaire » ? Et la non-violence ? N'est-ce pas une troisième voie à envisager ? La non-violence — il n'est peut-être pas inutile de le rappeler — n'a rien à voir avec un pacifisme béant et capitulaire.

OSER SE BATTRE, OSER ATTAQUER

Pour sortir de la mélasse ambiante, inutile d'attendre quoi que ce soit des organisations existantes style partis et syndicats, qui sont tous « complètement pourris, ou en voie de l'être ». Les syndicats « ne sont pas autre

nation dans les plaisanteries de plus en plus délirantes qu'elles emmerdent d'autant le patron. Enfin, si vraiment les conditions de travail et l'encadrement sont débiles, il faut recourir à la violence par machines et objets de propriété interposés : arrêt technique bizarre, sabotage anonyme, etc. »...

(N.B. : cf. « Le capitalisme fait un cauchemar », G.O. n° 16, février 1974).

« Il faut surtout discuter partout et toujours, sur tout, car tout nous intéresse et personne n'a le droit d'en parler en notre nom... Parler, parler encore et discuter, sortir de sa prison de timidité et de peur, qui fait qu'on la ferme. »...

ACTION DIRECTE

« Pour arriver à ses fins, agir toujours le plus durement possible, en se basant d'abord sur les dispositions légales il existe en effet un code du travail, complété par les conventions collectives qui indiquent quels sont les droits du salarié. On peut se procurer ces textes au dépôt du Journal Officiel, ou encore auprès des syndicats, qui fournissent généralement des petits mémoires ou guides pour connaître le minimum légal en matière de droit du travail. Fort de cette protection légitime, on doit en exiger immédiatement l'application, sous peine de poursuites (Tribunal des Prudhommes, gratuit ou même Commission Nationale de Conciliation). Faire respecter les dispositions d'hy-

L'AFFAIRE DU « CARTEL DU SUCRE » : QUATRE SOCIÉTÉS FRANÇAISES SERAIENT CONDAMNÉES

Bruxelles - Communauté Européenne. — Quinze sociétés sucrières européennes sur les 22 qui comptent le « cartel » seraient frappées par les amendes décidées hier par la commission européenne, pour infraction aux règles de concurrence du traité de Rome et dont le montant global serait un peu supérieur à 9,8 millions d'unités de compte (soit un peu plus de 5 milliards d'anciens francs).

— En Belgique : la société Tirlemont qui recevrait l'amende la plus forte (1,8 million d'unités de compte).

— En France : les sociétés « Sucre et Denrées », Béghin, les sucreries Say, la Générale Sucrière. Des amendes allant de 1 million à 400.000 unités de compte.

Midi Libre
15.12.72



misérables avantages matériels que le système nous concède pour nous permettre de revenir le lendemain s'écraser à nouveau. Et tout notre travail ne sert qu'à faire fructifier l'entreprise capitaliste, c'est-à-dire accroître le pouvoir de domination universelle du capital. »

ABOLITION DU SALARIAT

« C'est pourquoi les revendications ayant trait à l'amélioration des rémunérations ou des conditions de travail, et qui se limitent uniquement à cela, sont aujourd'hui purement réactionnaires, comme le dévoilent ouvertement les syndicats, ces organes de la gestion perfectionnée du capital, car elles ne remettent jamais vraiment en cause le mal véritable : le salariat. Quand un bateau prend l'eau de toutes parts, il n'est plus temps de refaire les peintures des cabines ou de décorer joyeusement le pont. Il faut le couler et en remettre un neuf à flot. Ces revendications sont uniquement à retenir lorsqu'elles permettent d'amorcer une agitation qui, gagnant en profondeur et en radicalité, ira jusqu'à la nécessaire crise ouverte et violente. »

« Donc, « Du travail, du travail ! » est le pire cri d'esclave que l'on puisse entendre. Il devra désormais être remplacé par celui-ci, enfin beaucoup plus constructif : « Des armes ! ».

« Ne nous y trompons pas. En 1967-1969, à Harlem et Newark ou ailleurs en Amérique du Nord, ou en 1971 à Gandsk (Pologne) ou à Kaunas (U.R.S.S.) en 1972, les révoltés contre

chose que des organismes d'intégration des travailleurs à la finalité du capitalisme ».

« Il est donc clair que nous devons FAIRE NOTRE ORGANISATION nous-mêmes », en commençant par chasser le flic que nous avons tous dans la tête. « Solidaires dans l'usine, faisant fermer la gueule aux chefs et autres larbins du patronat, il ne nous reste plus qu'à nous organiser dans notre quartier, notre ville même. »

D'abord, il faut s'efforcer de « perdre le moins d'énergie possible dans le travail... ». « On peut donc songer à travailler le temps qu'il faut (150 h pour l'ASSEDIC, six mois pour l'aide publique) pour pouvoir accéder à la félicité du chômage (un an à 40 % les trois premiers mois, 35 % les suivants, du dernier salaire : se faire augmenter juste avant de se faire licencier !). Il faut gagner le maximum du temps que nous vole le capital. »

N.B. : pour des infos plus précises sur ce point, lire le chapitre « Travail » du **Manuel de la vie pauvre** (collection Vivre, Stock 2, 1974).

« Durant le temps de travail obligatoire, il faut savoir en foutre le moins possible, tout en restant à la limite du licenciement. De bonnes grèves de temps à autre, qui permettent des vacances et la fête lors de l'occupation de l'usine, de franchises rigolades lors de la séquestration des ingénieurs, patrons et autres cravatés ; des grèves perlées, ou des grèves du zèle qui consistent à placer toute son imagi-

giène et de sécurité, telles qu'elles sont prévues dans les règlements de la boîte et (ceux) d'hygiène générale. On peut se renseigner auprès de l'inspecteur du Travail, sans oublier qu'il a souvent des attaches patronales... »

« Pour ce qui est des inégalités et des privilèges des cadres et des chefs dans l'usine, ne pas avoir peur de s'attaquer directement en force à ce genre de choses. Le patron n'osera jamais se couvrir de honte en voulant rétablir des privilèges complètement démodés, car faire de la publicité là-dessus équivaldrait pour lui à reconnaître qu'il existe des inégalités flagrantes. On peut aussi dissuader les jardiniers d'aller s'occuper des jardins des villas des cadres, on peut rendre les parkings particulièrement crevants pour les pneus des bagnoles des cadres, on peut ouvrir (ou fermer) les chiottes particulières à tout le monde, on peut exiger la remise en état des douches et réfectoires après qu'ils aient été couverts de graffitis, etc. Ce n'est qu'après avoir épuisé les possibilités légales pour se défendre contre le patron, et par la même occasion d'avoir attiré sur soi la solidarité des autres, qu'il faut attaquer. Pour cela, il n'y a pas de règles toutes faites. La plus élémentaire commande évidemment de ne rien dévoiler d'avance. »

L.S.D.

(Le tract fait au total 9 grandes pages, ce qui a contraint le scribouillard de service à en extraire péniblement la substantifique moelle, sans — du moins il l'espère — avoir trahi son esprit...).